

3 journées nationales de solidarité avec le Kurdistan

(16-17-18 octobre 2015)

Il y a tout juste un an, à l'automne 2014, le monde regardait Kobanê et s'étonnait de l'incroyable résistance kurde aux assauts des djihadistes de Daesh, lourdement armés, les mêmes qui avaient balayé l'armée irakienne en si peu de temps, quelques semaines plus tôt. L'armée turque, postée sur les collines au-dessus de Kobanê, attendait tranquillement que Daesh finisse de massacrer ces Kurdes qui avaient le culot de vouloir établir un Rojava démocratique, féministe et autogestionnaire à sa frontière. Mais Kobanê a tenu, et les choses se sont compliquées pour le président turc Erdogan quand il est devenu évident que Daesh bénéficiait de la complicité et de l'assistance du gouvernement turc. Déjà affaibli par la violence de la répression contre les manifestants du parc Gezi, qui réclamaient seulement un peu de liberté et de démocratie en Turquie, Erdogan a vu s'envoler ses rêves de devenir Président à vie d'une « République » islamique aux élections législatives du 7 juin en Turquie, où le Parti Démocratique des Peuples (HDP), qui défend les droits de toutes les minorités, a remporté 80 sièges, privant le parti d'Erdogan, l'AKP, de la majorité absolue, lui qui espérait les deux tiers des sièges pour modifier la constitution.

Stratégie de guerre civile du gouvernement turc

Qui a commandité l'attentat de Suruç, petite ville à la frontière syrienne où 32 jeunes militants qui s'apprêtaient à partir aider à la reconstruction de Kobanê ont été tués par une bombe ? Attribué à Daesh, cet attentat a cependant servi de prétexte à Erdogan pour mettre fin à un processus de paix avec le PKK bien engagé depuis 2 ans, ordonner des vagues d'arrestations d'élus du HDP, mais aussi de militants d'extrême gauche, inciter ses partisans à attaquer systématiquement les locaux du HDP en Turquie. Dans le même temps, les avions turcs bombardaient les camps d'entraînement du PKK en Irak, mais pas ceux de Daesh bien sûr. De nombreuses villes du Kurdistan de Turquie sont sous couvre-feu et la police y provoque tous les jours des affrontements meurtriers. Les policiers qui ont traîné au bout d'une corde, derrière leur véhicule, le corps d'un jeune manifestant qu'ils venaient d'exécuter à Sirnak, se comportent exactement comme Daesh. En réponse à la répression, la population s'auto-organise.

Erdogan a tout fait pour provoquer de nouvelles élections en empêchant la formation d'un gouvernement de coalition. Le 1^{er} novembre, date fixée pour les élections, il espère que le climat de peur et de guerre civile qu'il a créé profitera à son parti.

Pendant ce temps, le Rojava et Kobanê restent privés des armes et des couloirs humanitaires qui permettraient leur défense et leur survie face aux assauts de Daesh. Ce n'est pas un hasard si le petit Alan, retrouvé mort sur une plage turque, venait avec sa famille de Kobané.

Nous devons être aux côtés des Kurdes et des démocrates turcs pour les soutenir dans leur lutte contre l'oppression et pour la paix.

Dimanche 18 octobre,

Marche de Bastille à République, à 15h,

Suivie d'un rassemblement sur la Place de la République

EXIGEONS de la TURQUIE :

- **L'arrêt des massacres et de la répression**
- **La reprise du processus de paix**
- **La garantie d'élections libres**

EXIGEONS du GOUVERNEMENT FRANÇAIS :

L'arrêt de la collaboration avec Erdogan !

Signataires : Coordination nationale Solidarité Kurdistan, Conseil démocratique kurde en France (CDKF), NPA, PCF, MRAP, Alternative libertaire, HDP-Europe, Union syndicale Solidaires, UDB, Collectif Solidarité Femmes Kobanê, Le Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK), France-Kurdistan, Sortir du Colonialisme, ACTIT, SKB, Organisation communiste libertaire (OCL)